











CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Conduite d'opération pour la Réhabilitation des halles
GCCD et GMP de l'IUT1 à Saint-Martin d'Hères**

Université Grenoble Alpes
1180 rue des universités
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Conduite d'opération pour la Réhabilitation des halles GCCD et GMP de l'IUT1 à Saint-Martin d'Hères
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	44 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Modifications du programme et/ou de l'enveloppe financière	5
4 - Protection des données à caractère personnel et dispositions relatives au transfert de propriété intellectuelles liées au présent contrat	6
4.1 - Protection des données à caractère personnel	6
4.2 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	6
5 - Durée et délais d'exécution	6
5.1 - Durée du contrat	6
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
7 - Garanties Financières	7
8 - Avance	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
8.2 - Garanties financières de l'avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	8
9.3 - Délai global de paiement	9
9.4 - Paiement des cotraitants	9
9.5 - Paiement des sous-traitants	9
10 - Conditions d'exécution des prestations	9
10.1 - Présentation des livrables	10
10.2 - Modifications techniques	10
10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations	11
11 - Développement durable	11
12 - Constatation de l'exécution des prestations	11
12.1 - Vérifications	11
12.2 - Décision après vérification	11
13 - Garantie des prestations	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
15 - Pénalités	11
15.1 - Pénalités de retard	11
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	12
15.3 - Autres pénalités spécifiques	12
16 - Assurances	12
17 - Résiliation du contrat	12
17.1 - Conditions de résiliation	12
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
18 - Règlement des litiges et langues	13
19 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

L'IUT 1 est constitué de 3 bâtiments et halles (Génie Civil, Génie Mécanique, Génie Electrique) construits sur le même modèle et à la même époque. L'ensemble bâtementaire Génie Electrique a fait l'objet d'une opération de rénovation énergétique en 2020-2021. L'UGA souhaite désormais mener un projet similaire sur les ensembles bâtementaires des spécialités Génie Civil et Génie mécanique dans le cadre du CPER 2021-2027.

Le périmètre de l'opération englobe uniquement les 2 halles (GCCD et GMP). Elle porte essentiellement sur une rénovation énergétique et la mise à niveau technique de ces bâtiments présentant un niveau de vétusté avancé.

Les travaux seront réalisés en site partiellement occupé : les emplois du temps des enseignements seront adaptés dans la mesure du possible afin de limiter les contraintes liées à la réalisation des travaux. Certains des équipements présents dans les halles ne sont pas déplaçables, il conviendra de tenir compte de cette contrainte et du besoin de protection impératif. Le phasage des travaux est donc un enjeu majeur à définir en concertation avec la MOA et les usagers.

Le budget total alloué à l'opération est de 7,5 millions d'euros TTC.

L'opération entre dans le champ de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP) et des textes pour son application en tant qu'opération de réhabilitation d'un bâtiment.

Ainsi, conformément aux dispositions de la loi MOP, l'Université a décidé de confier à un conducteur d'opération, titulaire du présent marché, une mission d'assistance administrative, technique et financière à maîtrise d'ouvrage.

L'Université désigne le Président de l'Université comme étant le représentant du maître d'ouvrage.

L'UGA dispose d'un service Immobilier ayant en charge le pilotage des opérations immobilières ; il sera l'interlocuteur privilégié du conducteur d'opération.

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Conduite d'opération pour la Réhabilitation des halles GCCD et GMP de l'IUT1 à Saint-Martin d'Hères

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Les prestations sont réparties en 11 éléments de missions définies comme suit :

Éléments de missions	Désignation
COP 1	INITIALISATION DE LA MISSION
COP 2	ATTRIBUTION ET SUIVI DES MARCHES DE PRESTATAIRES INTELLECTUELS
COP 3	SUIVI DES ETUDES APS
COP 4	SUIVI DES ETUDES APD ET PERMIS DE CONSTRUIRE
COP 5	SUIVI DES ETUDES PRO/DCE
COP 6	PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX
COP 7	REALISATION DES TRAVAUX
COP 8	RECEPTION DES TRAVAUX
COP 9	GPA
COP 10	CLOTURE DES MARCHES
COP 11	ACTION EN JUSTICE

1.3 - Mission du conducteur d'opération

La mission d'assistance auprès du maître d'ouvrage porte notamment :

- sur la coordination des acteurs et le pilotage général du projet : méthodes de travail avec les différents acteurs, planification, suivi financier, mise en place et suivi des prestations des différents intervenants ;
- sur la rédaction et le suivi administratif, technique et comptable des procédures de passation et exécution des marchés publics de chaque intervenant ;
- sur le suivi du programme (y compris en matière de qualité environnementale et désamiantage), lors des phases de conception, de travaux et de réception ;
- sur l'organisation de la mise en service du bâtiment.

A noter que le recrutement du maître d'œuvre, du contrôleur technique et du coordonnateur sécurité et protection de la santé, ne fait pas partie de la mission attendue du conducteur d'opération dans la mesure où ces étapes seront finalisées, ou quasiment finalisées lors de l'attribution du présent marché.

Le maître d'ouvrage attend un conseil et une expertise de la part du conducteur d'opération tant sur le champ organisationnel que sur les aspects juridiques, financiers et techniques (y compris économie de la construction) appliqués à la conduite d'opérations immobilières.

Le double respect de l'échéance de mise en service du bâtiment et de l'enveloppe globale allouée à l'opération est par ailleurs un objectif majeur du maître d'ouvrage, pour lequel le conducteur d'opération doit apporter sa contribution.

Les missions sont détaillées dans l'annexe 1 au CCP.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes
- La note méthodologique présentée par le titulaire dans son offre, portant sur l'organisation du travail et la composition de l'équipe affectée en vue de mener à bien ses missions ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations intellectuelles de 2021

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

3 - Modifications du programme et/ou de l'enveloppe financière

Le conducteur d'opération s'engage à assurer sa mission dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle allouée pour cette opération. Aucune modification de l'enveloppe prévisionnelle ne peut être faite du seul fait du conducteur d'opération.

Toutefois, par dérogation à l'article 23 du CCAG PI, le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle pourront être précisés, adaptés ou modifiés dans les conditions suivantes :

- a) Le conducteur d'opération et l'Université s'informent mutuellement sans délai de tout événement - impératif ou aléa - dont ils auraient la connaissance, susceptible d'avoir un impact sur le respect des délais, du programme et de l'enveloppe financière.

En tels cas, le conducteur d'opération doit proposer à l'Université les mesures permettant de minimiser les conséquences de cet événement. Il lui soumet, dans un délai de quinze jours calendaires après survenance des faits, un rapport écrit comportant :

- un compte rendu de l'avancement de l'opération rappelant notamment les différentes décisions intervenues ;
- un bilan financier actualisé ;
- un calendrier prévisionnel actualisé ;
- les événements survenus de nature à justifier les évolutions ;
- les mesures et contre-propositions prises ou proposées pour prévenir ou surmonter ces événements et leurs conséquences sur la réalisation du projet (telles que mises en demeure, applications de pénalités contractuelles, résiliation de contrats conclus en indiquant les motifs et les procédures suivies ou à suivre, actions en référé, ...), le résultat des études d'adaptation, établissant l'évolution résultante du programme, des délais, ou de l'enveloppe financière prévisionnelle.

- b) L'Université a la faculté d'apporter des modifications si les circonstances l'y obligent, au programme, au planning ou à l'enveloppe financière prévisionnelle.

- c) Le conducteur d'opération peut également proposer à l'Université toutes modifications ou solutions qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes soit techniquement, soit financièrement.

Dans tous les cas, le conducteur d'opération n'est pas habilité à prendre de décision au nom de l'Université.

4 - Protection des données à caractère personnel et dispositions relatives au transfert de propriété intellectuelles liées au présent contrat

4.1 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

4.2 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35.1 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est de 44 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

La mission du conducteur d'opération s'achève après la levée des réserves de GPA.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de 12/2025 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés au dépôt de chaque note d'honoraires par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Prestations Intellectuelles.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille

d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes retenues pour chaque mission sont, en valeur de base du contrat, les suivantes :

Le règlement de chaque mission se fera sous forme d'acomptes mensuel suivant l'avancement de l'exécution des différentes missions et conformément aux articles de la DPGF.

Les forfaits de rémunération de chaque phase de la mission font l'objet de règlements distincts par acomptes mensuels, calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs, dans les conditions définies ci-dessous.

Les phases techniques feront l'objet d'un règlement à leur achèvement conformément aux montants déterminés dans la DPGF.

La phase de suivi de travaux fera l'objet d'un règlement mensuel représentant la division du montant de la mission affecté à cette phase, divisé par la durée prévisionnelle des travaux.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Conformément au Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les titulaires et sous-traitants des marchés publics sont soumis à l'obligation de transmission des factures par voie électronique.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 10° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

- Les réfections et les pénalités prévues au présent CCAP et appliquées par le pouvoir adjudicateur seront déduites des factures présentées par le titulaire.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le RIB et le Siret mentionnés dans le marché doivent apparaître sur les factures. En cas de changement de RIB/ Siret, le titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur avant tout dépôt de factures.

L'utilisation du portail public de facturation Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 du Code de la commande publique et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application des articles L. 2392-1 à L. 2392-3 du Code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond :

1° Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation mentionné à l'article L. 2392-5 du Code de la commande publique ;

2° Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013

2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée (mandataire de l'équipe)

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, en cas d'impossibilité pour raison majeure (décès, démission...) pour le prestataire de présenter la personne affectée aux prestations objet du présent marché, ledit titulaire devra fournir (par tout support permettant d'attester d'une date certaine) au responsable technique de l'Université dans un délai de 2 jours calendaires à compter du constat de cette impossibilité :

- Une attestation faisant état de la raison de cette impossibilité et la date du constat de cette impossibilité ;
- L'identité ainsi que le curriculum vitae du remplaçant.

Ce remplaçant devra présenter un profil de qualité identique à celui présenté dans le cadre de l'offre.

L'Université procédera (par tout support permettant d'attester d'une date certaine) à l'agrément de ce dernier dans un délai de 2 jours calendaires à compter de la réception de ces éléments. Si aucune décision expresse n'est prise dans le délai précité, la décision d'admission du remplaçant est réputée acquise.

En cas de refus d'agrément, le titulaire devra présenter (par tout support permettant d'attester d'une date certaine) un nouveau remplaçant dans un délai de 2 jours calendaires.

10.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Prestations	Délai	Point de départ du délai
Rédaction du compte-rendu de réunion	1 semaine 2 jours pour les réunions hebdomadaires de chantier	Date de la réunion
Rédaction des rapports d'analyse des documents de conception	10 jours calendaires	Transmission par le maître d'œuvre des documents
Tableaux de bord mis à jour, dont planning et tableau financier	Tous les mois en phase conception Tous les 2 mois pour les autres phases	Début de la mission
Proposition d'avenant au marché de maîtrise d'œuvre pour la fixation du coût prévisionnel définitif des travaux	1 semaine	Demande formulée par le maître d'ouvrage, ou à défaut à partir de la validation de l'APD par le maître d'ouvrage

10.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque phase du prestataire définie au CCP.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

1. Documents et livrables respectueux de l'environnement

Le titulaire du marché est le garant de la performance énergétique des produits consommateurs d'énergie liés à l'exécution des prestations.

Il assure un rôle de conseil auprès du pouvoir adjudicateur dans la mise en œuvre de techniques, produits et matériels compatibles avec l'approche du développement durable.

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le Titulaire devra limiter les impressions papiers, et notamment concernant les livrables à remettre dans le cadre de l'exécution de ses missions. Aucun exemplaire papier des documents n'est attendu, sauf mention contraire dans les documents particuliers sur et/ou sur demande du pouvoir adjudicateur.

2. Optimisation des déplacements

Le titulaire du marché devra optimiser ses déplacements. Pendant les phases d'études notamment, il privilégiera des réunions organisées en visioconférence pour limiter ses déplacements sur site et/ou sur demande du pouvoir adjudicateur.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI (à l'exception du délai).

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 € HT.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

L'UGA se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités sans mise en demeure préalable du titulaire. Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 € HT.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Valeurs	Précisions
Traitement des demandes d'acomptes des entreprises	50,00 € HT	Par jour de retard dans le traitement
Retard dans la remise des documents ou informations prévus au contrat	100,00 € HT	Par livrable et par jour de retard
Absence à une réunion	100,00 € HT	Par absence et sans aucune prévenance 72H avant la date de la réunion

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 23 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 35.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles